

LOCALE

03/07/2019

Les urgences suivent la grève nationale, « par solidarité »

PAR JEAN-PHILIPPE DELATTRE
calais@lavoixdunord.fr



Hier, le personnel des urgences de l'hôpital de Calais comptait 40,8% de grévistes. PHOTO JOHAN BEN AZZOUZ

Hier matin, les urgences de l'hôpital de Calais affichaient clairement leur soutien au mouvement de grève nationale. Si cet établissement n'est « pas des plus à plaindre », selon des représentants du personnel, il a quand même son lot de difficultés.

CALAIS.

« *A-t-on le droit de laisser des gens mourir sur des brancards ?* », lance un représentant syndical. À Calais, on n'en est pas encore là mais le personnel des urgences (40,8 % de grévistes sur 76 personnes), sous les bannières de la CGT et de la CFDT, a tenu à suivre le mouvement de grève nationale, « *par solidarité* ». Ils soutiennent les revendications de leurs collègues, avec en priorité : « *Éradiquer l'hospitalisation brancard.* »

« *Pour faire des économies, on réduit le nombre de lits* », traduit Grégory Lescieux, secrétaire général adjoint CGT. Le manque de moyens humains et financiers est aussi pointé du doigt, les urgences devenant un « *goulot d'étranglement* », selon lui. « *À Calais, on le ressent mais de manière moins flagrante. On n'est pas les plus plaindre.* »

La CFDT, par la voix de Catherine Meyns, insiste : « *Le mouvement de grève des urgences n'est que la partie émergée de l'iceberg. L'hôpital, dans son ensemble, doit bénéficier de moyens* », notamment « *des moyens humains d'abord* ». À noter qu'un préavis de grève illimité court depuis plus d'un an à l'hôpital « *pour dénoncer la politique générale de la fonction publique* », reprend Grégory Lescieux.

Devant les urgences, hier matin, une infirmière confirme l'engorgement du service : « *Il y a des gens qui restent vingt-quatre heures sur un brancard. Parfois, quand j'arrive à 6 heures, le service est plein. C'est compliqué pour accueillir de nouveaux patients.* » Et nombre d'entre eux viennent aux urgences faute de médecin en ville, pour des soins qui ne nécessitent pas nécessairement une prise en charge impérative. « *Environ 75 % de ceux qui entrent aux urgences ne sont pas hospitalisés* », témoigne un médecin urgentiste en grève. Selon lui, « *beaucoup de gens ont besoin d'être rassurés* », et « *un service dédié aux premiers recours* », dans une maison médicale, par exemple, serait une solution pour désengorger les urgences. Et le nombre de médecins ? « *Le problème, ce n'est pas la quantité de gens mais le temps non médical (prise en charge administrative, etc.)* »

Hier, en fin d'après-midi, les syndicats ont remis à la direction une pétition qui a récolté 230 signatures. Le personnel soignant n'a pas décidé de reconduire directement le mouvement aujourd'hui, préférant attendre les directives nationales. Concrètement, la grève ne devrait pas avoir d'impact sur le fonctionnement des urgences, le personnel étant assigné à un certain nombre d'heures pour pouvoir assurer son service tout en participant, ponctuellement, au rassemblement devant les urgences.

Contactée, le direction du centre hospitalier n'a pas répondu à nos sollicitations.

Il y a des gens qui restent vingt-quatre heures sur un brancard. Parfois, quand j'arrive à 6 heures, le service est plein.
